

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire 63570

N°980 du 22 décembre 2008

Hebdomadaire 1 €

## EDITORIAL

### MINUIT CHRETIENS

*Minuit chrétiens, heure solennelle : ce chant de Noël aura sa place dans les églises sans doute, mais aussi sur les ondes et dans les émissions télévisées. On entendra les cantiques simples, naïfs et émouvants qui pour quelques instants nous redonneront peut-être un cœur d'enfant. Et les enfants seront au cœur de la fête, leurs jouets seront la marque de l'affection que l'on leur porte et de la joie d'être en famille.*

*Tout cela sera, en dépit de la déchristianisation, du laïcisme, du matérialisme caractéristiques de notre France voire de notre Europe. Nos hommes politiques français ont refusé de reconnaître à la tradition chrétienne la place historique qu'elle a tenue en tant que racine de la civilisation européenne, mais le christianisme, sous ses diverses formes, est toujours là. Déchristianisation peut-être – les croyants ont perdu de leur foi – mais pas éradication du christianisme : les chants de Noël, les émotions de Noël, les cadeaux de Noël seront toujours là. Les carillons de l'heure solennelle tinteront : Christmas Caroll...*

*Ces carillons pourraient également sonner le réveil du spiritualisme libéral en France. Les libéraux français et les autres reçoivent un merveilleux cadeau des mains de Benoît XVI. Dans une lettre que commente mon ami Jean Yves Naudet, le pape écrit à Marcello Pera, philosophe et ancien président du Sénat italien à propos de son dernier ouvrage : « Vous montrez que le libéralisme, sans cesser d'être libéralisme, mais au contraire pour être fidèle à lui-même, peut se lier à une doctrine du bien, en particulier à la doctrine chrétienne du bien, qui lui est connaturelle, offrant ainsi une contribution précieuse à la résolution de la crise ». Non seulement Benoît XVI ose employer le mot « libéralisme », mais il présente le vrai libéralisme, fidèle à lui-même, comme « connaturel » à la doctrine chrétienne. Libéralisme et christianisme ont pour commune référence la nature de l'être humain, sa dignité et sa liberté.*

*S'agirait-il d'un égarement passager du pape, désireux d'honorer un ami avec lequel il a fait jadis œuvre commune ? Voici que quelques jours plus tard il récidive, à l'occasion du message du 1<sup>er</sup> janvier adressé pour la journée mondiale de la paix : « combattre la pauvreté, construire la paix ». Le pape y évoque les limites de la « pure redistribution » et les « nombreux échecs des politiques fondées sur l'assistance ». Il souscrit aux analyses de l'économie de l'offre : « Dans une économie moderne, en effet, la valeur de la richesse dépend dans une importante mesure de sa capacité de créer du revenu pour le présent et pour l'avenir. La création de valeurs devient donc une obligation incontournable, dont il faut tenir compte pour lutter de manière efficace et durable contre la pauvreté matérielle ».*

*Mais revenons à l'essentiel, aux liens naturels, constitutifs, entre libéralisme et christianisme. Dans leur belle période de rayonnement (pour ne pas dire de terrorisme) intellectuel, les marxistes étaient passés maîtres dans l'art d'opposer éthique et économie. A ceux que tentaient la réussite et le bien-être matériel ils disaient : « ne vous encombrez pas de la religion ». A ceux qui voulaient rester dans leur foi ils faisaient valoir que le capitalisme perd les âmes. « L'efficacité appelle le capitalisme, mais le capitalisme détruit la morale ».*

*Nous sommes aujourd'hui confrontés à la même subversion. A partir de l'idée à la mode suivant laquelle le capitalisme c'est la mort de la planète, et la finance c'est la mort de l'emploi, le grand projet de « refondation du capitalisme » est de sauver à la fois la planète, la justice et l'emploi en rejetant le marché, la libre entreprise et le libre échange.*

*A ce jour, trop de libéraux ont été maladroits en plaidant la cause de la liberté sur le seul terrain de l'efficacité, et en se concentrant sur la défense de l'entreprise ou le taux de croissance. Les valeurs morales et spirituelles passent à la trappe. Or, c'est précisément la signification et la beauté du libéralisme que de mettre en avant la personne humaine, son droit à l'initiative, son devoir de servir, sa recherche maladroite du vrai et du juste.*

*Cherche-t-on une solution à « la crise » ? Ce n'est sûrement pas le « retour de l'Etat » puisque l'Etat est le problème : hostile à la mondialisation qui réduit son pouvoir, revendiquant le monopole de la lutte contre la pauvreté et appauvrissant tout le monde, y compris les plus pauvres. D'ailleurs, pour qu'il y ait « retour », il faudrait qu'il y ait eu « départ ». Or, en France, avez-vous vu le départ, ou le retrait, même partiel ?*

*La vraie solution est dans le retour de l'homme libre. Libre parce qu'éduqué à la liberté. Libre parce que responsable de ses choix. Libre parce qu'en compréhension des autres.*

*C'est sur le terrain de l'éthique, donc de l'éducation, du droit, des relations personnelles, de la société civile, que les libéraux doivent se présenter et se battre, contre tous les marchands de peurs collectives, contre tous les prosélytes de la lutte des classes.*

*« Lycéens en lutte » : ces pancartes affichent le désespoir auquel on condamne les jeunes, qu'on persuade que les hommes et la société ne sont que lutte. Pussions-nous offrir aux jeunes le message de Noël. Pussions-nous faire découvrir ou retrouver à tous les Français, chrétiens ou non, l'éthique de la liberté. Joyeux Noël.*

Jacques Garello

## Conjoncture

### VERS UNE NOUVELLE LIBERALISATION DU COMMERCE ?

Les débats sur la relance masquent l'essentiel et occultent les questions fondamentales, celles qui engagent l'avenir. L'une des plus importantes concerne la libéralisation du commerce international. En 1929, le protectionnisme avait été un des facteurs déclenchant de la crise et la fermeture totale des frontières dans les années trente avait considérablement aggravé la crise. En 2010, si l'économie redémarre, ce ne sera pas grâce aux plans de relance, mais grâce à la mondialisation. La question de la libéralisation du commerce est donc centrale et les négociations en cours au sein de l'OMC, comme l'attitude d'Obama, pèseront plus que toutes les politiques conjoncturelles.

#### **La mondialisation empêche la crise d'être plus profonde**

Pourquoi la crise ne s'est-elle pas propagée à tous les pays et n'est-elle pas plus grave ? Pourquoi sommes-nous en récession et pas en dépression ? En grande partie grâce à la mondialisation et aux échanges internationaux. C'est le commerce, non l'aide, qui a fait émerger les nouveaux pays industrialisés, de la Chine à l'Inde en passant par le Brésil. C'est la libéralisation au sein de l'Union européenne qui a provoqué sa prospérité et non les politiques communes. Ce sont les libéralisations du GATT, puis de l'OMC, qui ont permis la croissance de ces dernières décennies. C'est la mondialisation et l'ouverture des frontières qui empêche la crise d'être plus profonde. C'est une nouvelle libéralisation qui permettra de sortir plus vite de la crise et provoquera la reprise.

Or il se trouve que depuis des années, les projets de nouvelle libéralisation sont en panne. C'est au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) que se passent les grandes négociations commerciales. Certes, nous connaissons toutes les faiblesses de ces grandes organisations internationales bureaucratiques et dévoreuses de crédits. En outre, elles sont dirigées par des socialistes : pour l'OMC, il s'agit d'un Français, Pascal Lamy, que nous avons récemment critiqué, pour avoir réclamé une « régulation contraignante ». Mais il n'empêche que pour l'instant l'OMC a été dans la bonne direction sur le plan strict qui est le sien, celui de la libéralisation du commerce.

## **Le cycle de Doha en panne**

Les négociations actuellement en panne font partie de ce que l'on appelle le cycle de Doha. Pourquoi ont-elles échoué depuis des années ? Parce qu'on avait fait le plus facile (la libéralisation des produits industriels) et laissé de côté ce qui fâchait (l'agriculture). De nombreux pays émergents (dont le Brésil) ont refusé de baisser leurs barrières face aux produits industriels d'Occident, tant que nous refusions d'en finir avec notre protectionnisme agricole. La PAC en Europe, les subventions du coton aux USA, le riz subventionné à plus de 700% au Japon sont aux yeux des pays en développement l'expression de l'égoïsme des pays riches. Mais c'est aussi un mauvais calcul car ce sont les consommateurs européens et américains qui sont pénalisés.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que les pays en développement nous reprochent notre protectionnisme et non notre soi-disant libéralisme. C'est parce que l'Occident (France en tête, tant le lobby agricole y est puissant) refuse d'ouvrir son agriculture que l'accord ne s'est pas fait. Résultat : en contrepartie de ce refus occidental, les pays en développement n'ont pas assez ouvert leur marché à nos produits manufacturés. Il est donc urgent de relancer les négociations de libéralisation et la crise actuelle rend cette urgence encore plus grande. Voilà pourquoi Pascal Lamy vient de suggérer une reprise des négociations, avant même que la nouvelle administration américaine ne se mette en place. M. Lamy considère qu'il a reçu mandat lors de la réunion du G20 de parvenir à un accord préliminaire à la conclusion du cycle de Doha. Il ne cache pas qu'il veut prendre de vitesse la future administration US, de peur qu'un Congrès désormais dominé par les démocrates soit plus protectionniste.

## **Sortir de la crise grâce à une nouvelle libéralisation des changes**

Mais il n'y a pas que l'obstacle américain, et on sent d'ailleurs Obama hésitant : sa campagne a eu des relents protectionnistes. Il a semblé depuis mettre de l'eau dans son vin : c'est ainsi que les Canadiens ont eu peur qu'il remette en cause l'ALENA (Accord de libre échange nord-américain), jusqu'au moment où l'ambassadeur sortant US au Canada a affirmé que ce n'était « qu'une rhétorique de campagne ». Mais le Congrès se montrera peut-être moins ouvert que lui à la libéralisation. Au-delà des Etats-Unis, la dimension sectorielle de la crise (par exemple dans l'automobile) peut faire craindre un retour du protectionnisme (pour « sauver l'industrie nationale »). Les tentations du « patriotisme économique » ne sont pas loin non plus. L'OPEP, à sa façon, en réduisant artificiellement sa production, donc son offre de pétrole, entretient ce mauvais climat : réduire son offre, c'est une autre forme de protectionnisme, c'est en tous cas un obstacle aux échanges. Il y a aussi les blocages dans certains secteurs sensibles, comme la culture : la France de Jacques Chirac n'a-t-elle pas contribué à l'échec des négociations en voulant imposer son « exception culturelle » ? Il y a aussi l'inconnue de l'Union européenne, assez divisée sur ce sujet, surtout à propos de l'agriculture ; et la France est en tête des pays qui freinent : l'Elysée n'a-t-il pas traité de laxiste le négociateur européen !

En sens contraire, il y a des évolutions positives. Beaucoup de pays de l'ex-tiers-monde ont compris que leur salut viendrait du développement des échanges internationaux. Il faudrait être aveuglé par l'idéologie pour ne pas voir que sans liberté des échanges, la Corée du sud ou la Chine seraient encore dans la misère. Il y a aussi les déclarations fermes de l'APEC (tous les pays du pourtour Pacifique) dont nous avons rendu compte il y a peu, qui se sont réunis après le G20 pour expliquer qu'on sortirait avant tout de la crise en libéralisant le commerce.

Nous ne savons pas ce qui va se passer dans les semaines à venir concernant ces négociations de l'OMC, car elles sont dans les mains des hommes politiques et ceux-ci sont imprévisibles, surtout avec la crise actuelle, qui les a mal inspirés à ce jour. Mais ce que nous savons, avec la certitude de la science économique, c'est que jamais les plans de relance ne nous sortiront de la crise, tandis qu'une libéralisation accrue des échanges internationaux est l'une des conditions d'un retour à la croissance. Hélas, pour l'instant, de l'aveu même de Pascal Lamy, les négociations sont plutôt mal parties.

Jean-Yves Naudet

## VACLAV KLAUS AGRESSÉ PAR DANY LE ROUGE

Vaclav KLAUS : président de la République Tchèque, opposant irréductible aux communistes, économiste et philosophe libéral, présidera l'Union Européenne à la suite de Nicolas SARKOZY du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> juillet 2009.

Daniel COHN BENDIT : meneur des barricades de 1968, député européen des Verts Allemands, bientôt tête de liste des Verts français pour les Européennes. Il vient de s'illustrer en attaquant son ami SARKOZY au cours de la séance de clôture du Parlement Européen. Mais surtout, quelques heures plus tôt, en se livrant à une agression verbale d'une violence extrême contre Vaclav KLAUS.

Il n'est certes pas le premier, ni le dernier. Voilà des mois que tous les bien-pensants de l'Union Européenne, Français en tête, expliquent qu'avec la présidence tchèque de l'Union, c'est l'apocalypse qui nous attend à partir du 1<sup>er</sup> janvier. Nicolas Sarkozy a cherché à nous éviter cette épreuve en prétendant se succéder à lui-même. Mais ses manœuvres ont échoué. La classe politique européenne doit donc se résigner : il faut bien passer le flambeau. C'est d'ailleurs pour « préparer » la présidence tchèque qu'une délégation comportant les chefs de groupe du Parlement européen s'est rendue, le président Pöttering en tête, en visite à Prague.

On ne sera pas surpris de voir que le site du Monde (Le Monde.fr), chef de file de tous les politiquement corrects de France et de Navarre, raconte à sa façon cet épisode fort instructif. Ce site explique que la délégation a eu droit à un « dîner convivial » avec le premier ministre Topolánek, et certains de ses ministres. C'est ensuite que les choses se gâtent. Écoutons le compte rendu « objectif » de ce journal : « Les eurodéputés sont vaillamment partis le lendemain pour affronter le plus dur : l'ultralibéral, colérique et europhobe Vaclav Klaus, au château de Prague ». Voilà en effet un portrait très objectif, tout en nuances, qui vise à rendre tout de suite le personnage sympathique.

Mais Klaus explique lui-même qu'il n'est en rien europhobe et que la presse le caricature. Simplement, l'UE telle qu'elle est ne lui convient pas, en particulier le traité de Lisbonne et le comportement de l'Europe, « c'est la liquidation de la liberté et de la démocratie ». Quand vient le tour de parler de Daniel Cohn-Bendit, celui-ci, fidèle à ses habitudes, fait dans la provocation et dépose un drapeau européen sur le bureau du président : « Puisque vous aimez tellement l'Europe, permettez-moi de vous offrir ce cadeau ». V. Klaus ne réagit pas.

Cohn-Bendit en vient aux questions et interroge le président tchèque sur Declan Ganley, l'homme d'affaires irlandais qui a fait campagne pour le non au référendum et que Klaus a rencontré à Dublin, saluant ce « dissident ». Question de Dany Le Rouge : « Quelles sont vos relations politiques avec Declan Ganley ? ». Une question d'une rare insolence, qui rappelle l'heureuse époque des commissaires politiques, car un président de la République peut bien rencontrer qui il veut sans que le parlement européen n'ouvre une enquête !

V. Klaus se tourne vers le président Pöttering : « Pouvez-vous interrompre M. Cohn-Bendit et donner la parole à un autre député ? ». Mais le président allemand ne réagit pas, tétanisé d'autant plus que pour l'instant Cohn-Bendit est un des représentants de l'Allemagne au parlement européen. Celui-ci sait manier la dialectique : « Monsieur le Président, vous avez pris position publiquement en Irlande en faveur de Declan Ganley, cette question est légitime ». Et voilà la suite du dialogue selon Le Monde : « Klaus : Personne ne m'a jamais parlé ici sur ce ton. Vous n'êtes pas sur les barricades de Paris. Je n'ai jamais entendu quelque chose d'aussi insolent dans cette salle ». Dany Cohn-Bendit : « Forcément, c'est la première fois que vous me rencontrez dans cette salle ». Vaclav Klaus : « Si je vous demandais comment les Verts se financent, on en apprendrait de belles ».

Dany Cohn-Bendit : « Je ne vous ai pas demandé comment vous vous financiez, mais quelles étaient vos relations politiques avec Declan Ganley. C'est curieux que vous l'associez à une question de financement ». Vaclav Klaus : « La manière dont Daniel Cohn-Bendit me parle, c'est exactement la manière dont parlaient les Soviétiques ». H.G. Pöttering : « Comparer l'Union européenne à l'Union soviétique est inadmissible ». Vaclav Klaus : « Je parlais d'une manière d'intervenir ». H.G. Pöttering : « Nous n'intervenons pas avec des chars ».

Il est vrai que l'on comprend la hargne des Verts comme des Rouges ou des Roses et même des Colbertistes français contre Klaus. Celui-ci a en effet déclaré qu'il comptait sur la présidence tchèque de l'UE « pour stopper l'irrationalité du débat sur la régulation du capitalisme qui tuera le marché et le capitalisme ». Affirmation qui n'a rien de politiquement correcte. Voilà pourquoi D. Cohn-Bendit a été envoyé en éclaireur pour commencer la guérilla, qui va durer six mois. Nous allons assister sans doute à un vrai déchaînement médiatique. Mais Klaus n'est pas de nature à se laisser impressionner, fût-ce par des contestataires professionnels. Quand à Pöttering, il était dans ses petits souliers. Son seul soulagement vient du fait que Cohn-Bendit va cesser de représenter l'Allemagne pour devenir député européen français. Il est vrai qu'il le retrouvera à Bruxelles.

### **STALINE : « UN MANAGER EFFICACE »**

Puisqu'on parle des rouges et des verts, relevons une histoire récente passée inaperçue : c'est l'aventure qui vient d'arriver à une ONG russe, Memorial. Cette association avait été fondée en 1988 par Andreï Sakharov, prix Nobel de physique et militant des droits de l'homme. Depuis vingt ans, cette association Memorial mène un important travail de recherche sur l'histoire du stalinisme, afin que les nouvelles générations connaissent toute la vérité sur ce qui s'est passé.

Un matin de la semaine dernière, des « policiers » ont fait irruption dans les locaux de l'association à Saint-Petersbourg. Ils étaient, excusez du peu, sans doute pour faire face à ces dangereux malfaiteurs que sont les membres de l'association, masqués et armés de fusils d'assaut Kalachnikov. Ils ne se sont pas présentés, on s'en doute, et ont enfermé les employés pendant six heures, le temps de trier les archives et d'emporter les cartons pleins de documents et tous les ordinateurs.

L'un des membres de l'association a réussi à appeler la police, lui disant qu'il ne savait pas de qui il s'agissait, mais la police a eu beau arriver sur les lieux, et taper à la porte, les mystérieux assaillants n'ont pas répondu. Mais peu après le parquet a indiqué que l'association était soupçonnée « d'incitation à l'extrémisme », confirmant ainsi que ces mystérieux « policiers » étaient bien en service commandé. Les membres de Memorial sont accusés, entre autres, de relations avec un quotidien d'information aujourd'hui fermé pour la même raison d'extrémisme.

Bien entendu tout cela est faux mais la « loi sur l'extrémisme », adoptée en 2007, permet de multiplier les accusations contre les adversaires de Poutine. Ces accusations ont visé des journalistes, mais aussi des opposants comme l'ancien premier ministre Mikhaïl Kassianov ou l'ex-champion du monde d'échec Garry Kasparov. L'association des mères des enfants morts dans la prise d'otage d'une école en 2004 a été visée, ainsi que plusieurs ONG.

Cette rafle est bienvenue au moment où les manuels d'histoire, sur ordre du pouvoir, cherchent à réhabiliter le « petit père des peuples » : ces nouveaux manuels, tout en nuances comme on l'imagine, décrivent Staline comme un « manager efficace ». L'efficacité a sans doute consisté à causer sciemment la mort de millions de personnes.

Le point essentiel est que ceci ne se passe pas dans l'URSS des années 60, de monsieur K ou de Brejnev, mais dans la Russie prétendument démocratique de Poutine et de la marionnette qui occupe provisoirement son bureau. L'association avait été créée en 1988, ce qui veut dire dans l'URSS de Gorbatchev, un régime encore soviétique, avant même la chute du mur de Berlin. Faut-il en conclure que l'URSS de 1988 était plus démocratique et respectueuse des libertés que la Russie de Poutine ? En tous cas, des historiens occidentaux qui participaient à un colloque sur le stalinisme ont pu découvrir où en était la Russie d'aujourd'hui. Certains sont des membres du CNRS : cette affaire leur aura servi de travaux pratiques. Espérons qu'ils auront compris que la soi-disant libéralisation du régime avait ses limites.

## **RÉFORME DARCOS : ON Y AVAIT RENONCÉ AVANT MÊME SON « REPORT »**

Les marxistes qui nous enseignent n'ont pas caché leur joie : la mobilisation joyeuse des lycéens a fait céder de gouvernement, comme au bon vieux temps du CPE. C'est la rue qui fait la loi, et la rue appartient aux syndicats : ce sont eux qui font ou défont les lois. La démocratie « à la française » fonctionne à souhait.

Ce que l'on n'a pas tout à fait compris, c'est que le « report » de la réforme concernait un texte qui avait déjà été très édulcoré pour ne pas provoquer les manifestations – moyennant quoi on a eu les manifestations quand même. Xavier DARCOS avait en particulier cédé sur un point qui, à nos yeux d'économistes et de libéraux, avait une importance cruciale : l'enseignement de l'économie dans les lycées.

Nous avons souvent attiré l'attention de nos lecteurs sur cette question. Depuis vingt ans, les manuels sont teintés au mieux de keynésianisme, au pire de marxisme. Les dessins qui les illustrent en disent plus long qu'un grand discours sur les méchants patrons et les gentils syndicalistes. Les libéraux sont ridiculisés ou traités d'ultra. Tout cela est désormais bien connu. Quant aux professeurs, s'il y en a quelques uns d'excellents, qui lisent même parfois la Nouvelle lettre ou Libres.org, la plupart sont très politisés et on aura noté avec un grand plaisir que le successeur d'Arlette Laguiller comme porte parole et candidate aux élections pour Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud, était professeur d'économie dans le Rhône. Gageons que ses élèves sauront tout sur les beautés de l'économie de marché.

L'élément nouveau, c'est que le ministère semblait avoir compris la nécessité d'une réforme, surtout après tous les rapports alarmistes publiés. En effet, s'il y a la question des professeurs, celle des programmes, celle des manuels, il y a aussi et d'abord le fait qu'il ne s'agit pas d'un enseignement véritable d'économie, mais de sciences économiques et sociales (SES). En clair, un mélange d'économie et de sociologie.

Or l'approche n'est pas du tout la même, et de fait les enseignants concernés raisonnent plus en sociologues qu'en économistes. Or la sociologie part d'un concept holiste et raisonne à partir de groupes, comme les classes sociales, ou les communautés de toute sorte. Elle ignore l'individu, qui se fond dans le groupe. L'économie pour sa part, au contraire, raisonne à partir de l'individualisme méthodologique, et donc en partant non du groupe, mais de la personne réelle et de son comportement. Cela donne des approches, mais aussi des résultats, forts différents, la sociologie étant ainsi par nature plus éloignée du réel et plus idéologisée.

Le ministre Xavier Darcos semblait avoir compris cela et avait indiqué il y a quelques jours que le ministère allait introduire un véritable enseignement autonome de l'économie, séparé de la sociologie. Une économie qui permette de comprendre l'entreprise ou le marché, et pas seulement la lutte des classes ou le keynésianisme macroéconomique. C'était compter sans le puissant lobby des professeurs et surtout de leurs syndicats. Pas question d'économie autonome, l'économie doit rester sous la coupe de la sociologie et des sociologues, pour garantir la « pure doctrine ».

Que s'est-il alors passé ? En quelques jours, le ministère changeait d'avis et annonçait qu'on ne changerait rien, l'économie restant adossée à la sociologie. Une économie sous surveillance ou sous tutelle en quelque sorte. Du coup, l'économie redevenant politiquement correcte, puisque mâtinée de sociologie, il devenait intéressant de la rendre obligatoire en classe de seconde et non plus optionnelle comme cela avait été envisagé et comme c'est déjà le cas maintenant. Et tout le monde de s'abriter derrière la crise économique actuelle, pour souligner la nécessité de cet enseignement obligatoire, devenu sans danger puisque redevenu politiquement correct. Voilà qui nous rassure pleinement sur la volonté réformatrice de nos ministres et sur ce que l'on va enseigner à nos enfants. Ils sauront tous enfin que la crise actuelle est la crise du capitalisme libéral, peut-être même la crise finale qui va enfin emporter le monstre et nous promettre des lendemains qui chantent. Bravo l'artiste, bravo aux syndicats et merci au ministre. C'est sans doute ce que Nicolas Sarkozy appelait la rupture.

**BENOIT XVI : « LE LIBERALISME SE DETRUIT SANS SON FONDEMENT  
CHRETIEN »**

*Jean Yves Naudet*

*Président de l'Association des Economistes Catholiques de France*

C'est un document pour le moins étonnant, en tous cas fort intéressant, que nos amis de Liberté politique (c'est à dire de la Fondation de service politique, qui fédère de nombreux catholiques fidèles au pape) viennent de traduire et de publier.

Il s'agit d'une lettre de Benoît XVI au sénateur Marcello Pera, à propos de son livre *Pourquoi nous devons nous dire chrétien - Le libéralisme, l'Europe et l'éthique* (Ed. Mondadori). Le professeur Pera, ancien président du Sénat italien, se définit lui-même comme "laïque et libéral". Il avait écrit en 2004 avec l'ancien cardinal Ratzinger un livre intitulé *Sans racine - Europe, relativisme, christianisme, islam*. Dans sa lettre au sénateur, parue le 23 novembre, le pape développe deux idées qui vont surprendre : la résolution de la crise de l'éthique contemporaine passe par un retour du libéralisme à ses fondements chrétiens ; l'impossibilité du dialogue interreligieux rend d'autant plus nécessaire le dialogue interculturel. Nous sommes heureux de porter cet intéressant document à la connaissance de nos lecteurs.

« Cher sénateur Pera,

« J'ai pu lire ces derniers jours votre nouveau livre *Pourquoi nous devons nous dire chrétiens*.

« Ce fut pour moi une lecture passionnante.

« Avec une connaissance remarquable des sources et une logique convaincante, vous analysez l'essence du libéralisme à partir de ses fondements, montrant qu'elle s'enracine dans l'image chrétienne de Dieu : sa relation avec Dieu dont l'homme est l'image et de qui nous avons reçu le don de la liberté. Avec une logique irréfutable vous faites voir que le libéralisme perd sa base et se détruit de lui-même s'il s'éloigne de ce fondement.

« Je n'ai pas été moins impressionné par votre analyse de la liberté et par votre analyse du multiculturalisme où vous montrez la contradiction interne de ce concept, et donc son impraticabilité politique et culturelle.

« Votre analyse sur ce que peuvent être l'Europe et une constitution européenne par laquelle l'Europe ne se transforme pas en une réalité cosmopolite, mais trouve au contraire son identité à partir de son fondement chrétien-libéral, est d'une grande importance.

« Votre analyse des concepts de dialogue interreligieux et interculturel revêt aussi pour moi une importance particulièrement significative. Vous expliquez avec grande clarté qu'un dialogue interreligieux au sens étroit du terme n'est pas possible, ce qui confère une urgence d'autant plus grande alors au dialogue interculturel qui approfondit les conséquences culturelles de l'option religieuse de fond. Alors que sur celle-ci un vrai dialogue n'est pas possible sans que l'on mette entre parenthèses sa propre foi, il faut débattre dans l'espace public des conséquences culturelles des options religieuses de fond. Ici le dialogue, la correction mutuelle et un enrichissement réciproque sont possibles et nécessaires.

« Au sujet de la signification de tout cela pour la crise de l'éthique contemporaine, je trouve important ce que vous dites sur la parabole de l'éthique libérale. Vous montrez que le libéralisme, sans cesser d'être libéralisme, mais au contraire pour être fidèle à lui-même, peut se lier à une doctrine du bien, en particulier à la doctrine chrétienne du bien, qui lui est connaturelle, offrant ainsi une contribution précieuse à la résolution de la crise.

« Avec sa sobre rationalité, son ample information philosophique et la force de son argumentation, votre livre, à mon avis, revêt une importance fondamentale aujourd'hui pour l'Europe et pour le monde. J'espère qu'il trouvera une large audience et qu'il aidera à donner

« au débat politique, par-delà les problèmes de l'heure, cette profondeur sans laquelle nous ne pourrions répondre au défi de l'époque historique que nous traversons.

« Reconnaissant pour votre œuvre, je vous accorde de grand cœur la bénédiction de Dieu.

« Benoît XVI,

« 23 novembre 2008

Ce texte ne surprendra que ceux qui, par idéologie ou par ignorance, pensent qu'il est impossible d'être chrétien et libéral. Jean-Paul II avait déjà montré comment la doctrine sociale de l'Eglise n'était compatible qu'avec une économie de libre marché, reconnaissant le rôle des choix libres, de l'entrepreneur, du profit ou critiquant l'Etat providence. Mais le terme de libéralisme semblait tabou. On peut se demander si Benoît XVI ne vient pas de franchir une étape supplémentaire en parlant directement du libéralisme. Il en parle en Pape et insiste donc sur le fondement chrétien du libéralisme. Mais, que l'on soit croyant ou pas, il est évident qu'il y a une filiation entre le christianisme et le libéralisme bien compris et que le libéralisme est en lien étroit avec une éthique, ce que le Pape appelle une « doctrine du bien », la doctrine chrétienne du bien, qui lui est « connaturelle ». Et qu'un Pape dise que l'identité de l'Europe vient de son fondement « chrétien-libéral » est à nos yeux quelque chose de fondamental. Cette lettre est un coup de tonnerre, ce qu'ont bien compris les grands médias qui ont fait silence sur ce document, qui n'est pas politiquement correct. Manifestement, Benoît XVI n'est pas politiquement correct, voilà ce qui nous remplit de joie. C'est un beau cadeau de Noël pour les libéraux.

---

## ***NOUS REFUSONS DE TRAVAILLER PENDANT LES FETES***

*Fidèles à la légalité républicaine, et pénétrés de l'esprit qui a inspiré le Parlement lors du vote de la loi sur le travail du dimanche, la rédaction de la Nouvelle Lettre a fait savoir à son patron, qui visiblement n'est pas très catholique, que nous refusons de travailler pendant le temps de Noël et de l'Epiphanie.*

*Le prochain numéro de la Nouvelle Lettre sera donc daté du samedi 10 janvier 2009.*

---

### **AU SOMMAIRE DU N°980 :**

**EDITORIAL :** Minuit chrétiens pp. 1-2

**CONJONCTURE :** Vers une nouvelle libéralisation du commerce ? pp. 2-3

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR :** Vaclav Klaus agressé par Dany Le Rouge p. 4-5 - Staline : un « manager efficace » p. 5 – Réforme Darcos : on y avait renoncé avant même son « report » p. 6 –

Benoît XVI : « Le libéralisme se détruit sans son fondement chrétien » p. 7-8.

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.**

**LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)